

Les élections au Grand Conseil auront lieu dans six mois. Quel camp a profité de cette législature pour mobiliser ses électeurs? Les conflits internes plomberont-ils certains partis?

LA COURSE EST DÉJÀ LANÇÉE



ERIC LECOULTRE

Elections cantonales ▶ Dans un peu moins de six mois, le 15 avril 2018, les électeurs genevois renouvelleront leur parlement. Si la campagne n'a pas encore vraiment démarré, la quasi-totalité des partis affûtent leurs stratégies en coulisse et ont déjà désigné leurs candidats. Et les listes sont longues!

Quelles formations sont les mieux placées pour augmenter leur poids au Grand Conseil? La gauche pourra-t-elle rebondir alors que ses résultats sont en constante baisse depuis vingt ans? Si certains partis ont profité de cette législature pour remobiliser leur électorat, d'autres ont été secoués par des divisions internes qui pourraient laisser des traces. En guise d'amuse-bouche, *Le Courrier* vous propose un tour d'horizon des forces en présence.

1 Un sursaut de la gauche?

Qu'elle est loin l'élection de 1997, quand le Parti socialiste, l'Alliance de gauche et les Verts, avec 51 sièges, devenaient majoritaires au Grand Conseil! Depuis, les suffrages obtenus par l'Alternative n'ont cessé de diminuer pour parvenir à un niveau historiquement bas en 2013 (32,24%). Et les deux élections organisées durant cette législature, en 2015, ne sont pas de nature à rassurer: les trois partis de gauche ont perdu 29 élus dans les Conseils municipaux alors que les Verts ont cédé l'un de leurs deux sièges au Conseil national au profit du PLR. Depuis, la gauche est toutefois parvenue à mobiliser autour du thème budgétaire, lors des manifestations de la fonction publique contre les mesures d'économies fin 2015 et, sur le terrain fiscal, lors de sa victoire en votation fédérale contre la Troisième réforme de l'imposition des entreprises en février. Reste à savoir si cet élan se traduira dans les urnes.

Le score d'Ensemble à gauche sera l'une des clés. Son groupe a vécu une législature chaotique, marquée par la rupture avec deux de ses députés, Pierre Gauthier et Magali Orsini. Le premier a même créé le Parti radical de



EMMANUELLE FOURNIER-LORENZ



JPDS



CÉDRIC VINCENSINI

Le maire de Genève, Rémy Pagani, déstabilisé par l'affaire de la votation annulée en Ville, sera en tête de la liste d'Ensemble à gauche. La présidente du MCG, Ana Roch, devra quant à elle composer avec la concurrence de l'ancienne figure du parti Eric Stauffer.

gauche et fera campagne sur les mêmes terres. Ces divisions orageuses pourraient-elles conduire aux fiascos de 2005 et 2009, quand aucune des listes de la gauche de la gauche n'avait atteint le quorum? Les responsables d'Ensemble à gauche veulent rester confiants. La coalition est désormais réduite à trois partis, Solidarités, le Parti du travail et le DAL, pour diminuer les risques de discorde. A la tête de cette liste, on retrouve le maire de Genève, Rémy Pagani, déstabilisé par l'affaire de la votation annulée en Ville.

Le Parti socialiste devra, lui, surmonter des querelles intestines qui ont éclaté lors de l'assemblée de désignation des candidats à ces élections. Des voix se sont élevées pour dénoncer des arrangements au sein des sections communales dans le but de placer certaines personnalités dans la course. Autant dire que l'ambiance n'est pas

idéale pour aborder cette échéance. Le PS, qui dispose de 15 sièges au parlement depuis 2009, tentera pourtant de progresser. Il compte notamment sur la présence, sur sa liste, de la présidente du parti, Carole-Anne Kast, et de certains poids lourds issus de la Ville de Genève.

Du côté des Verts, le climat est plus serein. Si, en 2013, l'impopularité de leur magistrate Michèle Künzler avait contribué à leur faire perdre sept représentants au Grand Conseil, ils partent à la reconquête. Une mission qui s'annonce compliquée.

Notons que les écologistes sont de loin le parti qui présente le plus grand nombre de femmes, avec 37 candidates sur 76 concurrents.

2 La droite favorite?

Les deux partis de l'Entente semblent être bien placés pour améliorer

leurs scores. Le Parti libéral-radical et le Parti démocrate-chrétien ont notamment gagné respectivement 21 et 8 sièges lors des élections communales de 2015. Les libéraux-radicaux pourraient par ailleurs profiter du tremplin offert par la campagne fédérale de leur conseiller d'Etat Pierre Maudet. Largement couverte par les médias régionaux, cette quête – finalement infructueuse – constitue un lancement de campagne idéal pour le PLR genevois qui a profité d'une visibilité inédite. La fusion entre le Parti radical et les Libéraux, entérinée en 2011, paraît également digérée. Alors que les deux formations comptaient 31 sièges en 2009, leur groupe ne dispose aujourd'hui que de 24 élus. Les espoirs de rebond dans le camp bourgeois sont donc permis en 2018.

La confiance est également affichée du côté du PDC genevois, qui présente

pas moins de 77 candidats dans cette élection. Les démocrates-chrétiens ont notamment recruté du côté des élus indépendants au Grand Conseil: l'ex-UDC Christina Meissner, l'ex-MCG Marie-Thérèse Engelberts et l'ex-vert Jean-Michel Bugnion figurent ainsi sur leur ticket.

Notons que le PLR et le PDC ont la particularité de présenter chacun un haut fonctionnaire qui exerce au service d'un conseiller d'Etat de leur parti. C'est le cas du conseiller municipal PLR Simon Brandt, qui travaille au secrétariat général du Département de la sécurité et de l'économie de Pierre Maudet, et du PDC Thomas Putallaz, le bras droit du magistrat Luc Barthasat. Or la loi interdit aux cadres supérieurs de l'Etat de siéger au parlement cantonal.

3 Une chute du bloc populiste?

Le Mouvement citoyens genevois a connu ses premiers revers électoraux lors de cette législature, avec la perte de 10 élus municipaux en 2015, après dix années de progression ininterrompue. Sa prochaine campagne ne s'annonce pas sous les meilleurs auspices depuis la création, par son ex-figure Eric Stauffer, d'un nouveau parti au programme presque identique, Genève en marche (notre édition du 18 septembre). Les conflits et les départs ont déchiré son groupe depuis une assemblée générale houleuse, en avril 2016, qui a vu Eric Stauffer manquer la présidence du parti d'une seule voix. Ce qui a précipité sa démission.

Cette concurrence revancharde pourrait handicaper le MCG, qui est le seul parti à ne pas avoir encore publié une liste de candidats. Le signe d'un malaise? Pas du tout, affirme sa présidente, Ana Roch. Le ticket sera présenté le 24 janvier prochain, avec certainement 99 candidats, comme en 2013. Pratiquement aucun départ n'aurait été enregistré depuis l'annonce de la création de Genève en marche, assurée-elle.

Lors de ces élections, ce parti ne fera pas campagne commune avec l'UDC, qui avait été son allié en 2013. Le divorce entre les deux formations semble acté. Le parti blochérien, dont le score se situe aux alentours de 10% depuis 2001, tentera de conserver ses 11 sièges.

Avec seulement 7 candidates sur une liste de 45 noms, il présente le plus faible taux de femmes dans la course. I

LE COURRIER

L'INFORMATION DE QUALITÉ A UN PRIX. SOUTENEZ
VOTRE QUOTIDIEN ROMAND INDÉPENDANT!

**ESSAYEZ-LE
pendant 2 mois**

**Essai Web
19.-**

- Vous recevez l'édition PDF par mail du lundi au vendredi
- Accès illimité au site web (édition du jour et archives)

**Essai Combi
29.-**

- Vous recevez l'édition PDF par mail du lundi au vendredi
- Accès illimité au site web (édition du jour et archives)
- Vous recevez le journal papier le vendredi (édition du week-end)

**Essai Papier
39.-**

- Vous recevez l'édition papier du lundi au vendredi
- Vous recevez l'édition PDF par mail du lundi au vendredi
- Accès illimité au site web (édition du jour et archives)

**Trois façons
de s'abonner:**

022 809 55 55,
abo@lecourrier.ch
lecourrier.ch/abo

